

n°46, mars 2005

Administration

A quoi sert la Datar ?

Stratégies de développement local, n° 42, 02/2005, p. 22-27

«La Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale s'est-elle adaptée aux changements ou est-elle devenue une institution poussiéreuse et inapte à accompagner la politique actuelle d'aménagement du territoire de l'Etat et des régions ?» Réf : 12622

Aménagement Urbain

Lille-Sud : un parc actif pour revitaliser le quartier.

Le Moniteur des tp, n° 5286, 18/03/2005, p. 54-57

Le renouvellement du faubourg Arras-Europe s'appuie sur la création d'un parc actif et écologique qui fait le lien avec la ville-centre. Ce parc rassemblera tous les équipements du quartier et déclinera des espaces publics contemporains, adaptés aux besoins des citoyens. Réf : 12605

Concertation entre services aménageurs et services régionaux de l'archéologie et perception de la redevance au titre de la réalisation d'infrastructures linéaires de transports. Circulaire DAG/SDAG/CDJA n° 2004-25 du 24 novembre 2004.

Le Moniteur des tp suppl. T.O., n° 5286, 18/03/2005, p. 432-435

Réf : 12602

Une interface ville-port réussie au Havre.

Le Moniteur des tp, n° 5285, 11/03/2005, p. 54-57

Le projet d'interface ville port du Havre doit aboutir en 2008. Situé sur les anciens espaces portuaires de la presqu'île Frissard et incluant le quartier Saint-Nicolas, le site à réaménager doit relier la ville et ses espaces portuaires. Des partenariats avec des investisseurs privés amènent des fonds considérables, tandis que des projets d'architecture et de reconversion de bâtiments émergent.

Réf : 12596

Bordeaux le nouveau.

Géo, n° 313, 03/2005, p. 121-140

«Bordeaux se métamorphose à un rythme effréné : rénovation des quais, réhabilitation des hangars portuaires, aménagement de la rive droite de la Garonne... Grâce à cette révolution urbaine, entamée il y a cinq ans, la ville retrouve son audace et son effervescence de cité plus populaire qu'on ne le croit.» Réf : 12574

Architecture

France, l'habitat collectif en petite forme urbaine.

Crée Architecture Intérieure, n° 318, 02/2005, p. 34-81

Après avoir proposé une réflexion sur la production hexagonale de bâtiments d'habitation collectifs et ses contraintes, ce dossier présente plusieurs exemples de réalisations du secteur social et privé à Paris et en région. Réf : 12612



Les façades reprennent des couleurs.

Le Moniteur des tp, n° 5285, 11/03/2005, p. 60-63

La tendance à utiliser la peinture pour valoriser un bâtiment ou un patrimoine se confirme. Divers exemples présentent l'intérêt de ce renouveau. Côté technique, présentation également des différents types de peintures utilisées.

Réf : 12595

Collectivités locales

Fiscalité locale : pourquoi rien ne va plus...

Pouvoirs locaux, n° 64 I/2005, 03/2005, p. 33-124

«L'annonce d'une prochaine «réforme» de la taxe professionnelle et de la suppression du foncier bâti va-t-elle achever le dépeçage d'une fiscalité locale dont les ravaudages successifs ont abouti à faire de l'Etat le contribuable local ? Les questions stratégiques de la péréquation et de la spécialisation fiscale sont plus que jamais posées.» Réf : 12617



Compétence d'aide sociale : un transfert à risque ?

Pouvoirs locaux, n° 64 I/2005, 03/2005, p. 13-17

Eclatement du financement et disparité territoriale caractériseront à l'avenir le traitement de l'aide sociale. Pour l'auteur, l'Etat ne semble plus demeurer un garant institutionnel en mesure de maîtriser l'égalité sociale sur l'ensemble du territoire. Réf : 12616

Le lien PNR-communautés d'agglomération : une autre manière d'aborder les relations ville-campagne.

Pouvoirs locaux, n° 64 I/2005, 03/2005, p. 9-12

Les Communautés d'agglomération et les Parcs Naturels Régionaux sont deux types d'EPCI très différents mais qui se frôlent ou se chevauchent territorialement, car ils englobent fréquemment des communes urbaines de petite taille et des communes rurales qui vivent dans une double appartenance «urbain-rural». L'auteur analyse les raisons du manque de développement de coopérations entre ces deux entités et l'intérêt et les limites d'un tel partenariat. Réf : 12615

Economie

Les services torpillent le commerce.

Sites commerciaux, n° 146, 03/2005, p. 28-33

Les enseignes de service (banques, organismes de crédit, voyagistes, opérateurs de télécommunication, SNCF, etc.) s'installent en ville tout comme en centre commercial. Pour exemple, les banques investissent les centres villes et entrent en compétition avec les grandes enseignes pour les meilleurs emplacements. Les tendances, secteur par secteur. Réf : 12608

Une économie plus dynamique en fin d'année.

INSEE Aquitaine, n° 139, 02/2005, 4 p.

«Après un premier semestre 2004 prometteur en France, le troisième trimestre a été décevant pour la croissance. Par contre, le produit intérieur brut augmenterait de 0,7 % au quatrième trimestre. Au total, la croissance serait de 2,3 %. Ce n'est pas suffisant pour voir une amélioration notable du marché du travail. » Analyse par secteur d'activité. Réf : 12565

Emploi

VAE et travail social. De l'expérience au diplôme.

ASH, n° suppl. 2398, 11/03/2005, 106 p.

Supplément consacré à la validation des acquis de l'expérience (VAE) détaillant : le dispositif général, les règles propres à chaque diplôme (auxiliaire de vie sociale, éducateur spécialisé, assistant de service social, encadrant de proximité, médiateur familial). En annexes sont présentés les référentiels de chaque diplôme. Réf : 12577

Environnement

Charte de l'environnement. Loi constitutionnelle n° 2005-205 du 1er mars 2005.

Le Moniteur des tp suppl. T.O., n° 5286, 18/03/2005, p. 436. Réf : 12603

Belfort-Fontaine. Qualité environnementale pour parc d'activités.

Le Moniteur des tp, n° 5283, 25/02/2005, p. 52-53

La société d'équipement du Territoire de Belfort (Sodeb) transforme une ancienne base aérienne de l'Otan en parc d'activités. La zone d'activités de Fontaine côtoie des terres agricoles, deux rivières et trois villages. Afin de réduire les nuisances liées au trafic de poids lourds qu'elle va générer, la Sodeb a adopté une charte de qualité environnementale pour les espaces publics, qui a abouti à la certification ISO14001. Réf : 12512

Foncier

Les établissements publics fonciers allègent la pression foncière.

Le Moniteur des tp, n° 5284, 04/03/2005, p. 54-57

La loi de cohésion sociale de janvier 2005 dote les établissements publics fonciers (EPF) d'importants moyens financiers. Encore peu nombreux, ils deviennent des outils de plus en plus intéressants et devraient se développer dans les années à venir. Présentation des EPF existants, de leur rôle et de leur fonctionnement. Réf : 12560



Habitat

Nouvelles mesures en faveur du logement social.

Le Moniteur des tp, n° 5282, 18/02/2005, p. 74-75

Synthèse des principales mesures introduites par la loi de programmation pour la cohésion sociale du 18 janvier 2005 : prolongation jusqu'en 2011 du Plan national de rénovation urbaine, révision à la hausse des objectifs initiaux ; abatement et allongement de l'exonération de la taxe foncière sur les propriétés bâties pour les bailleurs sociaux ; statut spécifique plus favorable donné au locataire-accédant. Réf : 12445

Juridique

Loi n° 2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux.

Journal Officiel, 24/02/2005, p. 3073-3128

«Cette loi dédiée à la ruralité vise à replacer les territoires ruraux au coeur de la politique nationale d'aménagement du territoire : développement économique de l'espace rural par l'actualisation des zones de revitalisation rurale ; partage des espaces périurbains par la création décentralisée de périmètres de protection et d'aménagement ; refonte de l'aménagement foncier dans les zones rurales ; renforcement de l'attractivité des territoires ruraux par des mesures en faveur du logement et de rénovation du patrimoine bâti ; préservation des espaces naturels et des zones humides ; développement et protection de la montagne.» Réf : 12600

Fonds de solidarité pour le logement. Décret n° 2005-212 du 2 mars 2005.

Le Moniteur des tp suppl. T.O., n° 5285, 11/03/2005, p. 437-438

Modalités d'application des nouvelles dispositions relatives aux fonds de solidarité pour le logement (FSL), concernant notamment le règlement intérieur et la gestion des FSL. Réf : 12599

Les SEM exclues du dispositif «in house».

Le Moniteur des tp, n° 5283, 25/02/2005, p. 76-77

"Ce dispositif (marchés quasi-internes) permet à une collectivité locale de confier des contrats, sans mise en concurrence, aux entités sur lesquelles elle exerce un contrôle et qui réalisent pour elle l'essentiel de leurs activités." Par un arrêt du 11 janvier 2005, "la Cour de justice des communautés européennes évince du dispositif "in house" les entités comportant un actionnaire privé, fût-il minoritaire. Les marchés passés par des collectivités locales avec des SEM devront, en principe, être soumis aux obligations de publicité et de mise en concurrence." Réf : 12511

Planification-aménagement

La stratégie de développement urbain de Barcelone.

Pouvoirs locaux, n° 64 I/2005, 03/2005, p. 144-149

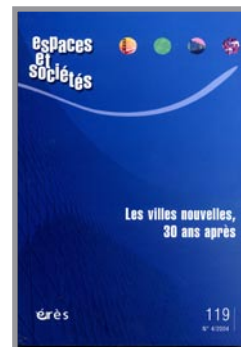
«Atouts et faiblesses, réussites, échecs, ambition : l'auteur raconte et analyse l'histoire du projet stratégique de développement de Barcelone qui s'impose aujourd'hui comme la capitale de fait d'une vaste eurorégion transnationale.» Réf : 12618

Sociologie

Les villes nouvelles, 30 ans après.

Espaces et sociétés, n° 119, 10/2004, p. 21-178

Contributions sur les villes nouvelles regroupées selon trois angles de proximité différents : les origines, la vie sociale locale, leur contribution à engendrer des bassins de vie et des pratiques spécifiques. Réf : 12620



Aider les collectivités à mieux connaître leurs ZUS.

Lettre de la DIV, n° 100, 02/2005, p. 1-4

Depuis 2003, les collectivités doivent renforcer l'observation de leur territoire. Pour les appuyer, la DIV ouvre son système d'information géographique et conclut un partenariat avec la FNAU. Mis en ligne sur le site de la DIV, le SIG propose des statistiques et plus de 1500 cartes sur les 751 sites classés en politique de la ville.

Réf : 12589

Transport

Des villes européennes de nouveau séduites par le trolleybus.

Transport public, n° 1044, 02/2005, p. 28-31

Les trolleybus font peau neuve et séduisent des pays européens comme l'Italie et la Suisse. Ce mode intermédiaire entre le tramway et le bus est très répandu en Amérique du Nord et dans l'ex-URSS. Présentation de leurs nouvelles performances et de leurs avantages par rapport aux bus : plus grande capacité et plus grand confort, réduction des pollutions sonores et atmosphériques, moindre coût d'exploitation. Réf : 12533

Le design du tramway : un «véritable supplément d'âme».

Transport public, n° 1044, 02/2005, p. 10-17

Désormais, chaque agglomération peut décider du design intérieur et extérieur de son tramway. Reflétant l'image de la ville, il peut être ainsi aussi beau qu'efficace. Présentation de différents tramways, pour une spécificité qui semble uniquement française. Réf : 12532

Plans de déplacements d'entreprises : un scénario gagnant-gagnant !

Ville & vélo, n° 13, 01/2005, p. 6-14

Malgré leur relance par la loi Solidarité et renouvellement urbains, les plans de déplacements d'entreprise restent balbutiants. La table ronde qui s'est tenue lors du 15e congrès du Club des villes cyclables à Tours le 29 octobre 2004 a mis en évidence le «déficit de moyens et de communication, le poids des habitudes et la nécessité d'une approche transversale et partenariale». Ainsi, en France, les dispositions fiscales sont très favorables à la voiture, loin des objectifs de développement durable que s'est fixés la nation. Réf : 12531

Le centre de documentation est ouvert du mardi au jeudi de 9h à 12h et 14h à 17h.

Consultation sur place, possibilité de prêt interbibliothèque.

Pour toute information complémentaire : documentation@aurba.org

contacts : Annie Berthelot ~ tél. : 05 56 99 86 39

Christine Le Vagueresse ~ tél. : 05 57 57 72 57

accueil : Régine Valère ~ tél. : 05 56 99 86 33